

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



86/27

Déclaration du Canada à
l'occasion du Conseil
ministériel de l'Organisation
pour la Coopération et le
Développement économiques

PARIS

Le 18 avril 1986.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

- MON COLLEGE, M. MICHAEL WILSON, A PARLE HIER DES BONNES PERSPECTIVES DE CROISSANCE ECONOMIQUE AU CANADA ET DANS D'AUTRES PAYS DE L'OCDE. COMME IL L'A SOULIGNE, NOUS SOMMES PLUS OPTIMISTES QU'IL Y A UN AN EN CE QUI CONCERNE L'AVENIR DE L'ECONOMIE AU CANADA ET DANS LE MONDE. LE RENOUVEAU DE L'ESPRIT DE COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE A CONTRIBUE A L'AMELIORATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE. DES PROGRES NOTABLES ONT DEJA ETE ACCOMPLIS: EN SEPTEMBRE DERNIER, LES PAYS DU GROUPE DES CINQ ONT CONVENU DE COOPERER AU REALIGNEMENT DES TAUX DE CHANGE; EN OCTOBRE, LE SECRETAIRE AU TRESOR AMERICAIN, M. BAKER, A EXPOSE SON PLAN EN FAVEUR DE LA CROISSANCE ET DE L'AJUSTEMENT DANS LES PAYS ENDETTEES DU MONDE EN DEVELOPPEMENT; EN NOVEMBRE, LES PARTIES CONTRACTANTES AU GATT ONT CONVENU D'ETABLIR UN COMITE PREPARATOIRE EN VUE DU LANCEMENT D'UNE NOUVELLE SERIE DE NEGOCIATIONS COMMERCIALES; ENFIN, EN MARS, LES BANQUES CENTRALES DES ETATS-UNIS, DE LA RFA ET DU JAPON SONT PARVENUES A DES REDUCTIONS CONCERTEES DES TAUX D'INTERET. NOUS DESIRONS NOUS AUSSI APPUYER ET RENFORCER LES PROCESSUS DE CONSULTATION à LA BASE DE LA COOPERATION.

- LA SITUATION ECONOMIQUE EST MAINTENANT PROPICE POUR PRENDRE DES MESURES AFIN D'AMELIORER ET DE MAINTENIR LA CROISSANCE. L'INFLATION A RALENTI. LES COURS DU PETROLE ONT CHUTE, LES TAUX DE CHANGE REFLETENT MIEUX LES INDICATEURS DE BASE DE L'ECONOMIE. LES TAUX D'INTERET BAISSENT, GRACE ENTRE AUTRES AUX EFFORTS DES GOUVERNEMENTS POUR CONTROLER LES DEFICITS BUDGETAIRES. LA CROISSANCE ENGENDREE PAR CES PROGRES

AURA DES REPERCUSSIONS IMPORTANTES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE, NON SEULEMENT DANS NOS PAYS, MAIS AUSSI DANS LE MONDE EN DEVELOPPEMENT.

- NOUS NE POUVONS CEPENDANT NOUS ESTIMER SATISFAITS. LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE DOIVENT PROFITER DE L'OCCASION QUE REPRESENTE L'AMELIORATION DES PERSPECTIVES POUR PARVENIR A UNE MEILLEURE CONCERTATION ET, PARTANT, A UNE CROISSANCE ECONOMIQUE DURABLE. LES DESEQUILIBRES DES COMPTES EXTERIEURS ENTRE LES PRINCIPAUX PAYS N'ONT PAS ETE ELIMINES. LE TAUX DE CHOMAGE EST ENCORE ELEVE DANS DE NOMBREUX PAYS. LA CHUTE DES COURS DU PETROLE N'EST PAS A L'AVANTAGE DE TOUS: EN FAIT, LES PVD PETROLIERS ENDETTES SE TROUVENT DANS UNE SITUATION TRES DIFFICILE. L'AMELIORATION DES RESULTATS ECONOMIQUES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT DEPEND FORTEMENT DE TAUX DE CROISSANCE SATISFAISANTS DANS LA ZONE OCDE. COMPTE TENU DES BONNES PERSPECTIVES ET GRACE A UNE COOPERATION ACCRUE, NOUS POUVONS NOUS ATTAQUER A CES PROBLEMES.
- LE CANADA ATTACHE UNE GRANDE IMPORTANCE A L'OCDE EN TANT QU'INSTITUTION FAVORISANT LA COOPERATION ECONOMIQUE. CETTE ORGANISATION CONSTITUE A NOS YEUX UN CADRE EXCEPTIONNEL POUR EXPRIMER AVEC FRANCHISE NOS VUES SUR NOS RELATIONS AVEC LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET SUR LES PROBLEMES QUE NOUS PARTAGEONS TOUS DANS UN MONDE INTERDEPENDANT. LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ONT UN MAL CONSIDERABLE A FAIRE FACE AUX PROBLEMES LIES A LA DETTE ET A L'AJUSTEMENT, ETANT DONNEE LA SITUATION DIFFICILE QUE TRAVERSE L'ECONOMIE INTERNATIONALE. LES TENSIONS DE CES TROIS DERNIERES ANNEES COMMENCENT A SE FAIRE SENTIR DANS NOMBRE DE CES PAYS. NOUS DEVONS FAIRE EN SORTE QUE NOS POLITIQUES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET D'ASSISTANCE, LES AIDENT A RESOUDRE LEURS PROBLEMES ET A RETROUVER LA CROISSANCE ECONOMIQUE.
- LES GOUVERNEMENTS DES PAYS INDUSTRIALISES ONT LA RESPONSABILITE PARTICULIERE D'AMELIORER LES PERSPECTIVES EN CE QUI A TRAIT AUX MOUVEMENTS DE CAPITAUX VERS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT MOINS FAVORISES QUI SONT TRIBUTAIRES DE L'AIDE PUBLIQUE. A CET EGARD, NOUS DEVONS RENFORCER L'EFFICACITE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES EXISTANTES.
- EN CE QUI CONCERNE LES PAYS LES PLUS DEFAVORISES DE L'AFRIQUE ET DU RESTE DU MONDE, NOUS NOUS REJOUISSONS DE L'ACCORD VISANT A RECYCLER LES RENTRES DU FONDS

FIDUCIAIRE DU FMI, SOUS FORME D'UN NOUVEAU MECANISME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL, CE QUI PERMETTRA DE REINJECTER QUELQUE 2,7 MILLIARDS DE DOLLARS. NOUS ESPERONS, GRACE A CES ENTRETIENS, TROUVER D'AUTRES SOURCES AFIN DE COMPLETER CES FONDS.

- NOUS SOMMES EN FAVEUR D'UNE HUITIEME RECONSTITUTION DES FONDS DE L'IDA à CONCURRENCE DE 12 MILLIARDS \$. CETTE SOMME NE NOUS PERMETTRA TOUTEFOIS DE RATTRAPER QU'UNE PARTIE DU TERRAIN PERDU EN RAISON DES DIFFICULTES RENCONTREES DURANT LA SEPTIEME RECONSTITUTION (IDA 7). SUR CES 12 MILLIARDS, IL CONVIENDRAIT D'UTILISER AU MOINS 1,5 MILLIARD EN CONJONCTION AVEC LE NOUVEAU MECANISME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL DU FMI. CELA PERMETTRAIT A LA PARTIE DE L'INITIATIVE BAKER CONCERNANT LES PAYS MOINS FAVORISES DE PRENDRE UN BON DEPART. AVEC LE MECANISME DU FMI ET LE FONDS SPECIAL DE LA BIRD POUR L'AFRIQUE, LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE DISPOSERA D'INSTRUMENTS PUISSANTS POUR PROMOUVOIR L'AJUSTEMENT AXE SUR LA CROISSANCE EN AFRIQUE.

- JE SOUHAITERAIS POURSUIVRE QUELQUES INSTANTS MON PROPOS SUR LE CAS DE L'AFRIQUE, CAR IL EST CLAIR QUE CELUI-CI REPRESENTE UN DEFI TOUT PARTICULIER. BIEN QU'IL SOIT EXTREMEMENT IMPORTANT, LE FINANCEMENT NE CONSTITUE QU'UNE PARTIE DU PROBLEME AFRICAIN. IL FAUT BIEN SUR ETABLIR UNE STRATEGIE COHERENTE, METTANT EN JEU LE FINANCEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL, LES POLITIQUES MACRO-ECONOMIQUES, LES POLITIQUES COMMERCIALES ET ENFIN LES POLITIQUES SECTORIELLES ET SOCIALES. IL FAUT EGALEMENT QUE LES GOUVERNEMENTS ET LES PEUPLES AFRICAINS FASSENT PREUVE DE LA VOLONTE POLITIQUE NECESSAIRE ET QUE LES PAYS DONATEURS RENOUVELLENT LEUR ENGAGEMENT A LONG TERME A L'EGARD DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT. NOUS ESPERONS QUE LA PROCHAINE SESSION EXTRAORDINAIRE DES NATIONS UNIES SUR L'AFRIQUE PERMETTRA DE COMMENCER A ETABLIR CETTE VOLONTE POLITIQUE ET DE RENOUVELER NOTRE ENGAGEMENT.

- EN TANT QUE DONATEURS, NOUS AVONS LA RESPONSABILITE DE VEILLER A CE QUE NOS PROGRAMMES D'AIDE AU DEVELOPPEMENT SOIENT COMPATIBLES AVEC LES OBJECTIFS D'AJUSTEMENT DES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES ET DES PAYS BENEFICIAIRES. IL CONVIENT D'ENCOURAGER LES EFFORTS DE LA BANQUE MONDIALE ET DES NATIONS-UNIES VISANT A COORDONNER L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES PAYS BENEFICIAIRES. IL SERA ESSENTIEL DE COORDONNER ET D'APPUYER LA REFORME

DES POLITIQUES POUR UNE PLUS GRANDE EFFICACITE DE L'AIDE.

- NOUS DEVONS AUSSI EXAMINER NOS PROPRES EFFORTS EN MATIERE D'AIDE. LE COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT (CAD) A JOUE UN ROLE UTILE A CET EGARD. SI NOTRE SITUATION BUDGETAIRE ACTUELLE NE NOUS PERMET PAS D'AUGMENTER SENSIBLEMENT LES CREDITS AU TITRE DE L'AIDE, PEUT-ETRE POUVONS-NOUS AMELIORER LES MODALITES DE L'AIDE. NOUS PREVOYONS UNE AUGMENTATION DE L'AIDE DU CANADA D'ENVIRON 8,7 POUR CENT PAR AN DURANT LES CINQ PROCHAINES ANNEES. LORS DU DERNIER BUDGET, LE CANADA A DECIDE D'ACCORDER TOUTE SON AIDE SOUS FORME DE SUBVENTIONS PLUTOT QUE DE PRETS. EN OUTRE, PREOCCUPES PAR LA SITUATION FINANCIERE DES PAYS PLUS PAUVRES, NOUS ETUDIONS SERIEUSEMENT LES MOYENS D'ALLEGER LE FARDEAU QUE CONSTITUENT LES PRETS DEJA ACCORDES AU TITRE DE L'AIDE ET QUI N'ONT PAS ENCORE ETE REMBOURSES, NOTAMMENT DANS LE CAS DES PAYS QUI FONT DES EFFORTS COURAGEUX EN VUE DE REMETTRE LEURS ECONOMIES SUR UNE BASE PLUS SOLIDE.
- MONSIEUR LE PRESIDENT, IL EST UN AUTRE ASPECT DU ROLE DES GOUVERNEMENTS CREDITEURS QUI M'INQUIETE, A SAVOIR LES AJUSTEMENTS ECONOMIQUES QUE NOUS ATTENDONS DES PAYS EN DEVELOPPEMENT EN CAS D'ACCROISSEMENT DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX. NOUS SOMMES TOUS CONSCIENTS DE L'IMPORTANCE DE L'AJUSTEMENT STRUCTUREL QUI RESTE A FAIRE POUR ATTEINDRE UNE CROISSANCE DURABLE DANS CERTAINS PAYS, MALGRE LES EFFORTS DES TROIS DERNIERES ANNEES. TOUTEFOIS, J'AI EGALEMENT REMARQUE LES DIFFICULTES QU'ONT CERTAINS GOUVERNEMENTS A PROCEDER A CES CHANGEMENTS DANS LE CONTEXTE DES REALITES POLITIQUES PROPRES A LEURS PAYS. NOUS DEVONS VEILLER A CE QUE LES CONDITIONS LIEES AUX NOUVEAUX PRETS TIENNENT COMPTE DES REALITES INTERNES ET EXTERNES.
- LES NOUVEAUX FLUX FINANCIERS DOIVENT ETRE UTILISES DE FACON PLUS EFFICACE QUE PAR LE PASSE. NOUS DEVONS VEILLER A CE QUE LES NOUVEAUX APPORTS REPRESENTENT VRAIMENT DES FLUX FINANCIERS SUPPLEMENTAIRES. NOUS DEVONS EGALEMENT PROUVER NOTRE VOLONTE D'AIDER LES PAYS QUI FONT UN SERIEUX EFFORT D'AJUSTEMENT, NOTAMMENT LORSQU'ILS SE HEURTENT A DES PROBLEMES DONT ILS NE SONT PAS LES RESPONSABLES.
- NOS EFFORTS DEVRAIENT REFLETER UNE EVALUATION COMMUNE, PAR TOUTES LES PARTIES INTERESSEES, DE CE QUI EST SOUHAITABLE ET DE CE QUI EST POLITIQUEMENT POSSIBLE EN MATIERE D'AJUSTEMENT DES POLITIQUES

ECONOMIQUES. PERMETTEZ-MOI DE REDIRE QUE, DE L'AVIS DU CANADA, LE SUCCES DEPENDRA D'UN HAUT NIVEAU DE COOPERATION ENTRE LES PAYS INTERESSES, LES INSTITUTIONS MULTILATERALES ET LES BANQUES COMMERCIALES. AINSI, NOUS POUVONS CONVAINCRE NOS PARTENAIRES EN DEVELOPPEMENT QUE NOUS PRENONS AU SERIEUX L'AIDE A LA CROISSANCE. NOUS POURRONS PEUT-ETRE AUSSI CONTRIBUER A RENFORCER LA POSITION DES GOUVERNEMENTS DES PAYS EN DEVELOPPEMENT DE SORTE QU'ILS OBTIENNENT CHEZ EUX L'APPUI NECESSAIRE A LEURS EFFORTS D'AJUSTEMENT.

- MONSIEUR LE PRESIDENT, UNE AUTRE FACON DE RENFORCER LA CONFIANCE DES PMA DANS NOTRE STRATEGIE CONCERNANT LA DETTE EST DE NOUS MONTRER PRETS A APPLIQUER NOUS-MEMES LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT QUI S'IMPOSENT. LE CANADA A PLEINEMENT PARTICIPE AUX TRAVAUX DE L'OCDE SUR LES QUESTIONS D'AJUSTEMENT STRUCTUREL, ET NOUS ATTENDONS AVEC INTERET LE RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL QUI DEVRAIT ETRE PRET POUR LA REUNION DE L'AN PROCHAIN. TOUTEFOIS, UNE CONCLUSION EST DEJA CLAIRE: POUR QUE LES PAYS EN DEVELOPPEMENT CONNAISSENT UNE CROISSANCE ADEQUATE ET PUISSENT FAIRE FACE AU SERVICE DE LEUR DETTE, ILS DOIVENT EXPORTER. POUR QU'ILS PUISSENT APPLIQUER LES CONSEILS QUE NOUS LEUR DONNONS, CES EXPORTATIONS DOIVENT SE FAIRE DANS DES SECTEURS OU ILS ONT UN AVANTAGE COMPARATIF. LES PAYS DE L'OCDE DOIVENT PARTICIPER A L'ABSORPTION DE CES EXPORTATIONS ET, A LEUR TOUR, ILS DEVRONT AJUSTER LEURS POLITIQUES ECONOMIQUES EN CONSEQUENCE. NOUS PROFITERONS AUSSI DE L'OUVERTURE DES MARCHES ET DE LA CROISSANCE DE L'ECONOMIE DES PVD.

- POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS, IL IMPORTE DE LANCER DES QUE POSSIBLE UNE NOUVELLE SERIE DE NEGOCIATIONS MULTILATERALES GLOBALES. LA POURSUITE DE LA LIBERALISATION DU COMMERCE EST UN ELEMENT ESSENTIEL DE NOTRE STRATEGIE GLOBALE EN VUE DE PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE NON INFLATIONNISTE ET DURABLE. IL SERA ESSENTIEL D'ENCOURAGER L'AJUSTEMENT DES POLITIQUES ECONOMIQUES, TANT DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT QUE DANS NOS PROPRES PAYS, ET DE PARVENIR A DES GAINS D'EFFICACITE SUSCEPTIBLES DE CONTRIBUER A LA MAITRISE DE L'INFLATION. LE PROCESSUS DE NEGOCIATION FOURNIRA UN ARGUMENT PUISSANT AUX GOUVERNEMENTS QUI RESISTENT AUX PRESSIONS PROTECTIONNISTES.

- UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS EN DEVELOPPEMENT ADOPTERONT DES MESURES DE LIBERALISATION DES ECHANGES DANS LE CADRE DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT QU'ILS METTENT EN OEUVRE. IL CONVIENT D'ENCOURAGER CES PAYS A ENVISAGER DE PRESENTER CES MESURES DE LIBERALISATION SUR LA TABLE DES NEGOCIATIONS DE GENEVE, COMME UNE CONTRIBUTION AUX NOUVELLES NEGOCIATIONS MULTILATERALES SUR LES ECHANGES, DANS LE CADRE DU GATT.

- LE CANADA ESTIME QUE LA NOUVELLE SERIE DE NEGOCIATIONS DOIT NOTAMMENT DEBOUCHER SUR UNE PLUS GRANDE INTEGRATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT AU SYSTEME COMMERCIAL MONDIAL, TANT AU PLAN DE LEUR PARTICIPATION QU'A CELUI DES AVANTAGES QU'ILS EN TIRENT. POUR CELA, NOUS DEVONS NOUS ATTAQUER DE FACON ADEQUATE AUX PROBLEMES QUI LES PREOCCUPENT. NOUS DEVONS AUSSI ACCENTUER NOS EFFORTS POUR CALMER LEUR NERVOSITE A L'EGARD DE LA NEGOCIATION DE CERTAINES QUESTIONS NOUVELLES, PAR EXEMPLE, LE COMMERCE DES SERVICES, QUI EST PEUT-ETRE LE PLUS IMPORTANT. LE CANADA ET D'AUTRES PAYS DE L'OCDE SE SONT ENTRETENUS DE CES QUESTIONS AVEC PLUSIEURS PAYS EN DEVELOPPEMENT. PEUT-ETRE POURRIONS-NOUS ENVISAGER DE FAIRE UN EFFORT OU DE LANCER UN SIGNAL PLUS CONCERTE A CET EGARD.

- MONSIEUR LE PRESIDENT, LA NOUVELLE SERIE DE NEGOCIATIONS COMMERCIALES FAVORISERA LA CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES PAYS INDUSTRIALISES ET DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT. ELLE RENFORCERA ET ELARGIRA LE CADRE DE COOPERATION MULTILATERALE QUE NOUS AVONS ETABLI POUR GERER NOTRE INTERDEPENDANCE ECONOMIQUE. POUR CES RAISONS, ET COMPTE TENU DES GAINS QU'IL ESPERE REALISER GRACE A CES NEGOCIATIONS, LE CANADA N'A PAS MENAGE, ET NE MENAGERA PAS, SES EFFORTS POUR FAVORISER LA TENUE DE NOUVELLES NEGOCIATIONS.

- IL IMPORTE QUE LES MINISTRES SE DECLARENT CLAIREMENT EN FAVEUR DE LA NOUVELLE SERIE DE NEGOCIATIONS. LE CANADA EST PARTISAN D'UN ENGAGEMENT REAFFIRME A RESISTER AUX TENSIONS PROTECTIONNISTES ET A CONTINUER LA LIBERALISATION DES ECHANGES. NOUS SOMMES PRETS A CONTRIBUER A LA FORMULATION D'ENGAGEMENTS RELATIFS AU STATU QUO ET AU RETRAIT DES MESURES PROTECTIONNISTES PAR LES PARTIES CONTRACTANTES DU GATT.

- LE COMITE PREPARATOIRE EST EN TRAIN D'EXAMINER L'ENSEMBLE DES QUESTIONS QUE NOUS POURRIONS ESPERER NEGOCIER. BEAUCOUP D'ENTRE ELLES NOUS SONT BIEN

CONNUES ET J'Y REVIENDRAI DANS UN INSTANT. EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS NOUVELLES, IL EST EVIDENT QUE CELLE DES SERVICES FERA PARTIE DE LA NOUVELLE SERIE DE NEGOCIATIONS. NOUS SAVONS QUE BEAUCOUP DE PAYS EN DEVELOPPEMENT S'INQUIETENT DES REPERCUSSIONS QUE LES NEGOCIATIONS DANS CE DOMAINE POURRAIENT AVOIR SUR LEUR PROPRE PRODUCTION DE SERVICES. IL NOUS FAUT APPORTER AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT UNE DEMONSTRATION CONVAINCANTE QUE L'INCLUSION DES SERVICES DANS LES NEGOCIATIONS NE SERA PAS ORIENTEE VERS LA CONSOLIDATION D'UN AVANTAGE COMPARATIF DETENU UNIQUEMENT PAR LE MONDE DEVELOPPE. EN REALITE, LES ECHANGES DE SERVICES SONT EN EXPANSION - ON ESTIME QU'ILS REPRESENTENT ACTUELLEMENT 25 POUR CENT DES ECHANGES MONDIAUX - ET, DE PLUS EN PLUS, L'ELABORATION D'UN ENSEMBLE DE REGLES GOUVERNENT CES TRANSACTIONS PRESENTE UN INTERET VITAL POUR TOUS LES PAYS. LES PAYS DEVELOPPES DOIVENT CONTINUER, DURANT CETTE REUNION ET A GENEVE, DE COORDONNER ETROITEMENT CETTE QUESTION.

- AU DEBUT DU PROCESSUS FORMEL DE PREPARATION, BEAUCOUP D'ENTRE NOUS SOUMIRENT DES PROPOSITIONS DETAILLEES PORTANT AUSSI BIEN SUR LA SUBSTANCE QUE SUR LES MODALITES DE LA NOUVELLE SERIE DE NEGOCIATIONS. LA DEMARCHE DU CANADA FUT DE CHERCHER A SUSCITER LA PLUS LARGE PARTICIPATION POSSIBLE AUX NEGOCIATIONS EN FIXANT UN ORDRE DU JOUR QUI REFLETAT LES PREOCCUPATIONS DU PLUS GRAND NOMBRE DE PAYS POSSIBLE. NOUS DEMEURONS TRES ATTACHES A CETTE IDEE. CELA SE TRADUIT PAR UNE DETERMINATION CONSTANTE A ABORDER, OUTRE LES QUESTIONS NOUVELLES, DES SUJETS IMPORTANTS DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DES QUESTIONS TRADITIONNELLES COMME CELLE DES REDUCTIONS TARIFAIRES AUTHENTIQUES.

- DANS LE DETAIL, CELA SIGNIFIE QUE LE CANADA ATTENDRA DES NOUVELLES NEGOCIATIONS MULTILATERALES UNE AMELIORATION DE L'ACCES AUX MARCHES, EN CE QUI CONCERNE LES DOMAINES SUIVANTS: AGRICULTURE ET PRODUITS ALIMENTAIRES; PRODUITS DES PECHERIES; RESSOURCES INDUSTRIELLES, Y COMPRIS LES METAUX NON FERREUX ET LES PRODUITS FORESTIERS; INDUSTRIES DE L'ENERGIE (PETROCHIMIE) ET INSTALLATIONS ET SERVICES RATTACHES; UNE GAMME DE TECHNOLOGIES AVANCEES ET DE MATERIELS DE TRANSPORTS; ET LES ECHANGES DE SERVICES. LE CANADA RECHERCHERA EGALEMENT UN SYSTEME PLUS EFFICACE DE REGLEMENT DES LITIGES, AINSI QU'UN RENFORCEMENT DES REGLES TOUCHANT LES MESURES DE PROTECTION PAR CONTINGENTEMENT ET LES SUBVENTIONS, Y

COMPRIS LES CREDITS SUBVENTIONNES A L'EXPORTATION ET LES SUBVENTIONS RELATIVES AUX ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES.

- LE CANADA EST PRET A TRAVAILLER EN COLLABORATION ETROITE AVEC LES AUTRES PARTICIPANTS POUR TRAITER DE QUESTIONS NOUVELLES COMME LES ECHANGES DE SERVICES, L'INVESTISSEMENT ET LA PROPRIETE INTELLECTUELLE.
- BEAUCOUP DE CES QUESTIONS, COMME LES ECHANGES DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE ET DES AUTRES RESSOURCES NATURELLES INTERESSERONT UN GRAND NOMBRE DE PAYS EN DEVELOPPEMENT, TOUT AUTANT QUE NOUS-MEMES. A CET EGARD, NOUS POURSUIVONS D'ACTIVES CONSULTATIONS BILATERALES AVEC LES PRINCIPAUX PMA, DANS LEURS DIFFERENTES CAPITALES, DE FACON A OBTENIR L'APPUI NECESSAIRE POUR LEUR PLEINE PARTICIPATION AUX NEGOCIATIONS.
- SANS PASSER EN REVUE TOUS LES POINTS QUE JE VIENS DE MENTIONNER, JE COMMENTERAI BRIEVEMENT UN CERTAIN NOMBRE DE QUESTIONS AYANT TRAIT AU SYSTEME ET J'ABORDERAI LES ECHANGES DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE ET DES PECHERIES.
- DANS SON ENSEMBLE, LE CADRE MULTILATERAL DES ECHANGES CONTENU DANS LE GATT NOUS A ETE BIEN UTILE. UN GRAND NOMBRE DE SES ELEMENTS DATENT CEPENDANT DE PRES DE QUARANTE ANS ET ACCUSENT DES SIGNES DE FATIGUE. L'UNE DES TACHES LES PLUS IMPORTANTES QUI NOUS ATTENDENT LORS DE LA NOUVELLE SERIE DE NEGOCIATIONS SERA DE METTRE A JOUR ET DE RENFORCER LE SYSTEME, AFIN QU'IL PUISSE CONVENABLEMENT REPENDRE A NOS BESOINS COMMERCIAUX, DANS UN MONDE DE PLUS EN PLUS COMPETITIF. CELA SIGNIFIE QU'IL FAUT SURMONTER L'IMPASSE OU NOUS NOUS TROUVONS DANS DES DOMAINES COMME CELUI DES CLAUSES DE SAUVEGARDE, ET AMELIORER CONSIDERABLEMENT NOS MOYENS DE REGLEMENT DES LITIGES.
- UNE PERIODE EXTREMEMENT DIFFICILE S'ANNONCE POUR LES ECHANGES AGRICOLES. LES COURS INTERNATIONAUX DES PRODUITS AGRICOLES SONT TOMBES A DES NIVEAUX EXTREMEMENT BAS. CELA EST DU AUX IMPORTANTS EXCEDENTS ENGENDRES PAR LA STIMULATION ARTIFICIELLE DE LA PRODUCTION, PAR DE PLUS GRANDES RESTRICTIONS SUR LES IMPORTATIONS ET PAR DES DEPENSES CONSIDERABLES QUI FAUSSENT LA CONCURRENCE. D'IMPORTANTS PROGRES TECHNOLOGIQUES VONT ENCORE AGGRAVER LA SITUATION.

- NOUS SOUHAITONS QUE S'ACHEVENT RAPIDEMENT LES TRAVAUX ENTREPRIS DANS LE CADRE DU MANDAT MINISTERIEL DE L'OCDE SUR LES ECHANGES AGRICOLES. LEURS RESULTATS POURRAIENT DE LA SORTE ETRE PRIS EN COMPTE LORS DE LA NOUVELLE SERIE DE NEGOCIATIONS SUR LES ECHANGES. ENTRE TEMPS, LES PAYS DOIVENT S'ABSTENIR D'ADOPTER DES POLITIQUES QUI SERAIENT DE NATURE A AGGRAVER LE PROBLEME.

DE PLUS, NOUS NE DEVONS PAS PERMETTRE AUX CONFLITS TOUCHANT DES SECTEURS SENSIBLES COMME L'AGRICULTURE DE S'AMPLIFIER JUSQU'AU POINT DE COMPROMETTRE L'AMBIANCE DE LA NOUVELLE SERIE DE NEGOCIATIONS. PLUS IMMEDIATEMENT, ILS POURRAIENT AVOIR DES REPERCUSSIONS GRAVES POUR LES GRANDS EXPORTATEURS DE PRODUITS AGRICOLES COMME LE CANADA.

- D'IMPORTANTES TRAVAUX ONT ETE REALISES SUR LES QUESTIONS RELATIVES AUX PECHERIES, MAIS DES EFFORTS SUPPLEMENTAIRES SONT NECESSAIRES. LA DETERIORATION VISIBLE DE LA SITUATION MONDIALE DES PECHERIES SOULIGNE L'URGENCE DE LA POURSUITE DE CES TRAVAUX. ET POUR LES GRANDS PAYS EXPORTATEURS DE POISSON, COMME LE CANADA, IL S'AGIT LA D'UNE PRIORITE TOUTE PARTICULIERE.
- LE CANADA EST TRES PARTISAN D'UNE AMELIORATION DE LA TRANSPARENCE DES CREDITS MIXTES ET DU RENFORCEMENT DES REGLES TOUCHANT LEUR UTILISATION. L'OCTROI AGRESSIF DE CREDITS MIXTES EST DE PLUS EN PLUS FREQUENT. NOUS NOUS INQUIETONS DES MESURES QUI FAUSSENT LES ECHANGES ET DES COUTS ASSOCIES A L'OCTROI DE CREDITS A DES TAUX PRIVILEGIES.
- IL IMPORTE D'AUGMENTER SENSIBLEMENT L'ELEMENT DE DON MINIMAL. CELA PERMETTRAIT DE FAIRE UNE NETTE DISTINCTION ENTRE L'AIDE ET LES TRANSACTIONS COMMERCIALES, ET EVITERAIT UNE DISTORTION NEFASTE DES ECHANGES.
- MERCI, M. LE PRESIDENT.